

n'est-il pas parfaitement évident que, pendant qu'il entreprend ce voyage aux antipodes dans l'intérêt d'un commerce fractionnaire pour le Canada, le seul commerce possible dans ces parties du monde, il aurait pu se rendre à Washington comme il l'a fait jadis, n'eût été cette question d'indépendance fiscale, et y conclure un arrangement commercial des plus avantageux au progrès du pays, sans pour cela porter la moindre atteinte à nos relations avec l'empire. J'ai été surpris d'entendre les députés de la droite applaudir l'observation sarcastique de l'honorable membre qui vient de reprendre son siège, affirmant que l'empire avait été sauvé, le 21 septembre 1911. Je ne m'explique pas qu'ils applaudissent à pareille observation, eux qui sauvent de nouveau l'empire par ce don de \$35,000,000 à la marine britannique. Puisqu'il s'agit du salut de l'empire, disons donc qu'après tout, Wellington, Nelson et quelques autres ont bien fait quelque chose en ce sens, cela sans l'aide du parti tory canadien qui sauve l'empire toutes les trois semaines. Ce que je crains, à titre de membre de la maison de commerce canadienne, ma seule appréhension, dis-je, c'est que les frais de route de notre agent absorberont tous les profits de la commande. Je le dis sérieusement, cette mesure sera une déception pour les cultivateurs de l'Ouest qui ont aujourd'hui dans leurs granges du grain pour lequel ils ne sauraient obtenir plus de seize ou dix-huit cents le boisseau.

M. LEMIEUX: Pourquoi ne font-ils pas de la culture mixte?

M. CLARK: Ou des échanges pour le sucre des Antilles. Ce sera une vive déception pour ces cultivateurs qui ont récolté de l'avoine, avec force labeur, remplissant à la fois les fonctions de propriétaire, de fermier et d'ouvrier agricole, fonctions que je remplis moi-même avec ma famille depuis onze ans, et sur les misères desquelles je suis parfaitement édifié. Ces cultivateurs ont récolté de l'avoine qui reste dans leurs granges, et le prix est inférieur aux frais de production. Ils préfèrent garder cette avoine dans leurs granges, plutôt que de la vendre; car ils savent que du moment qu'ils l'auront vendue les propriétaires de machines agricoles et autres, auxquels ils doivent de l'argent, feront leur apparition et empocheront tout le produit de la vente, la situation du cultivateur lui-même n'étant nullement améliorée, sauf peut-être qu'il est préférable de pouvoir dire qu'on a payé ses dettes. Mais au point de vue des perspectives du Canada, à quoi sert-il de payer ses dettes, si l'on ne sait où trouver des moyens d'existence, les dettes une fois payées? En conséquence, et je n'exagère nullement, les propriétaires de machines ne sauraient faire

M. CLARK (Ded-Doer).

rentrer plus de 5 à 10 p. 100 de leurs perceptions, dans nombre de parties de la province que j'habite. C'est ainsi que le rejet d'un traité qui aurait été avantageux au pays touche l'Ontario d'aussi près que l'Alberta, et je parle sérieusement en m'adressant aux députés de la droite dont plusieurs, je le sais, sont susceptibles de conviction, quand je leur dis que je les verrais d'un bon œil étudier la question. Je tiens à réitérer la promesse que j'ai déjà faite ici: s'ils veulent examiner, étudier la question, adopter la solution compatible avec un facile sacrifice de logique, je serai le plus zélé partisan de cette mesure. Parler de relations commerciales avec les Antilles au moment où la totalité de notre commerce avec ces îles est de \$16,000,000, alors que nous pourrions facilement donner un nouvel essor à notre commerce avec un pays avec lequel nous faisons actuellement pour \$460,000,000 de commerce, c'est là, en vérité, l'acte administratif le plus absurde qu'aient jamais tenté des ministres responsables du gouvernement d'un grand pays.

Mais, me demandera-t-on, pourrions-nous vendre cette avoine aux Etats-Unis? car, c'est là d'arguments familiers aux adversaires de la réciprocité: il n'y a pas de marché pour nos produits aux Etats-Unis. Je ne veux pas donner de trop longs développements à ma thèse; je me bornerai à fournir à cette Chambre cinq ou six chiffres, pour prouver qu'en ce moment aux Etats-Unis la production des substances alimentaires a presque atteint sa limite, tandis qu'au Canada nous sommes encore au début de la production. Aux Etats-Unis il y a une énorme population avec une production supplémentaire fort restreinte. Ici, nous avons une population disséminée, avec une possibilité de production illimitée. Si ces chiffres ne cadrent pas avec ce principe général, alors j'avoue mon impuissance à établir ma thèse. D'après les statistiques du dernier Livre bleu publié au sujet de notre commerce par le ministre du Commerce et de l'Industrie, donnant les importations et les exportations des Etats-Unis au Canada et vice versa, nous avons importé, durant les sept mois finissant en octobre 1912, 27,000 boisseaux de blé; mais nous avons exporté aux Etats-Unis 467,000 boisseaux de blé. En important ce blé, nos importateurs ont sans doute consulté leurs besoins; sans cela ils n'auraient pas fait pareille importation, les Canadiens, en règle générale, étant gens sensés. Ce que je veux signaler, c'est le chiffre bien plus élevé de notre exportation.

Nous avons importé des Etats-Unis 59,000 boisseaux d'avoine, une quantité infime et négligeable, tandis que nous en avons exporté aux Etats-Unis, 685,000 boisseaux. Nous avons importé 811 boisseaux d'orge